

**SOIXANTE-TROISIÈME SESSION
DU CONSEIL DU BUREAU INTERNATIONAL D'ÉDUCATION**

Genève, 5 - 7 février 2014

PLAN GLOBAL POUR LE DIALOGUE POLITIQUE ET LA CIE

Plan Global pour le Dialogue Politique et la Conférence Internationale de l'éducation (CIE)

La 62e session du Conseil du Bureau international d'éducation (BIE) (janvier 2013) a demandé à la Directrice du BIE de préparer un plan global à long terme pour le dialogue politique, incluant la tenue de la CIE, pour examen et adoption à la 63e session du Conseil du BIE (février 2014), sur la base des documents suivants :

- le mandat confié par la Conférence générale de l'UNESCO concernant le dialogue politique et la CIE tel qu'il figure dans la Résolution 36 C/18 ("le BIE devrait promouvoir le dialogue politique avec un accent particulier sur la Conférence internationale de l'éducation, forum de dialogue politique essentiel des ministres de l'éducation") ;
- le rapport du Groupe de travail du Conseil du BIE sur le dialogue politique et la CIE ;
- l'examen externe des programmes (juillet 2011) ;
- l'évaluation rapide organisationnelle du BIE–UNESCO (juillet 2011) ;
- les commentaires du Bureau du Conseil du BIE (septembre 2012) et les consultations qui ont suivi, menées par le Président du Conseil du BIE ;
- les décisions de la 62e session du Conseil du BIE de l'UNESCO (UNESCO/BIE/C.62) ;
- les commentaires du Conseil du BIE lors de sa 62e session (janvier 2013) ;

en tenant compte des principes suivants :

- la CIE devrait être organisée par le BIE en étroite coordination avec le Secteur de l'éducation et en partenariat avec d'autres organisations internationales ;
- des sessions de la CIE pourraient être organisées tous les 5 à 8 ans, selon les besoins et l'utilité de telles conférences et compte tenu des priorités programmatiques du BIE, du contexte plus large du dialogue politique, ainsi que de l'agenda international dans le domaine de l'éducation ;
- il devrait y avoir une étroite concordance entre les diverses options de dialogue politique, y compris la CIE, la stratégie à long terme et les priorités programmatiques du BIE ;
- la tenue de la CIE sous forme de forum ministériel de dialogue politique devrait être déterminée en fonction du thème, des autres options de dialogue politique existantes, des résultats attendus, des ressources financières disponibles et des ressources humaines nécessaires pour l'organisation d'une telle conférence.

Historique : Le Groupe de travail du Conseil du BIE sur le dialogue politique et la CIE

À la suite de l'adoption de la Stratégie Centre d'excellence du BIE, le Conseil du BIE, à sa 61e session (Genève, janvier 2012), a mis en place un Groupe de travail composé d'un représentant de chacun des six groupes électoraux, de la Directrice du BIE et d'un représentant du Secteur de l'éducation. Les débats du Groupe de travail ont été axés sur le

mandat ci-dessus mentionné de la Conférence générale de l'UNESCO, figurant dans le document 36 C/18.

Le Conseil a élu comme membres du Groupe de travail les représentants du Bahreïn, du Brésil, de la Bulgarie, de la Chine, du Sénégal et de la Suisse et en a confié la présidence à la Suisse.

Le Conseil a aussi décidé de déléguer exceptionnellement au Bureau du Conseil, entre les sessions du Conseil, le pouvoir de prendre les décisions consensuelles nécessaires sur les priorités de programme, la structure organisationnelle, le dialogue politique et la gouvernance en vue de la mise en œuvre la Stratégie visant à faire du BIE un Centre d'excellence en matière de curricula, étant entendu que les membres du Bureau consulteront leurs groupes respectifs, dont ils refléteront l'opinion, avant de prendre des décisions.

Le Groupe de travail n'a pas formulé de proposition spécifique ni déterminé les sources du financement de la CIE, mais il a recommandé :

- que la CIE soit maintenue sous forme de conférence ministérielle mondiale également ouverte à la participation d'autres acteurs et parties prenantes importants, dans la perspective d'enrichir le dialogue ministériel et d'élargir l'éventail des débats pour y inclure des préoccupations sociétales plus larges ;
- que la CIE se tienne régulièrement, de préférence tous les quatre à six ans, afin d'analyser et d'étudier des thèmes liés à la qualité de l'éducation, à l'équité, à l'accès et à l'inclusion ;
- que le Secteur de l'éducation soit associé à l'organisation des futures sessions de la CIE ;
- qu'il soit demandé aux États membres, et éventuellement à d'autres acteurs concernés, de mettre du personnel à disposition (par le biais de détachements par exemple) pendant les deux années précédant la tenue de la CIE, afin de constituer une équipe chargée de son organisation ;
- que le Conseil du BIE joue un rôle plus important dans la préparation de la Conférence.

Au cours des débats qui ont suivi, les participants :

- sont convenus que la CIE fait partie intégrante de la "Stratégie Centre d'excellence" et qu'elle est utile au dialogue politique, à condition qu'elle s'aligne sur les activités, fonctions et programmes principaux du BIE ;
- ont souligné la nécessité d'éviter les chevauchements et répétitions, de se montrer plus précis et ciblé, et enfin se soucier de l'efficacité et des résultats, tout en reconnaissant que l'évaluation des résultats et de l'efficacité de conférences globales n'est pas une tâche aisée ;

- ont estimé que, la CIE n'étant pas l'unique façon de promouvoir le dialogue politique, le BIE devrait donc explorer un large éventail des possibilités pour la promotion du dialogue politique, y compris des réunions régionales et nationales de haut niveau, comme il est indiqué dans le document 36 C/18 ;
- ont formulé plusieurs suggestions quant à la périodicité de la tenue de la CIE, allant d'une périodicité de trois à dix années, avec une préférence pour sa tenue tous les 5 ans, en stipulant que cela dépendrait principalement des besoins réels et des thèmes proposés.

Le représentant du Secteur de l'éducation de l'UNESCO :

- a exprimé son accord avec la plupart des conclusions du Groupe de travail ;
- a estimé que la prochaine session de la CIE ne devrait pas se tenir avant 2015-2016, afin que soient clarifiées d'abord plus avant les questions relatives au format, aux thèmes, à la périodicité et au mécanisme de financement de la CIE ;
- a proposé que la CIE soit organisée tous les 8 ans, conformément au nouveau cycle programmatique et budgétaire de l'Organisation.

Cadre général du dialogue politique

L'objet principal d'un dialogue politique en matière d'innovation et de développement curriculaires, mené par le BIE, est de partager entre les États membres de l'UNESCO et les autres parties prenantes des résultats clés de recherche, l'expérience novatrice en matière de curricula, les études de cas exemplaires et autres bonnes pratiques dans le domaine, afin de renforcer la conscience, au sein des États membres et des parties prenantes, de l'éventail des possibilités qui s'offrent à eux dans leurs propres processus d'innovation et de développement curriculaires. Un dialogue politique mené par le BIE offrirait aux États membres de nouvelles perspectives sur les questions complexes de curricula, de manière à ce qu'ils puissent statuer sur les changements curriculaires, conformément aux conditions locales, dans le cadre d'un examen bien fondé des avantages comparatifs des diverses possibilités et stratégies. Les aspects clés du dialogue politique permettent ainsi au BIE de dresser un tableau des tendances régionales et nationales et de les interpréter afin de déterminer plus clairement les pratiques curriculaires, les développements et les besoins en la matière dans les contextes locaux. Le dialogue politique devrait ainsi continuer à renforcer la coopération Sud-Sud, en élargissant l'accès à l'expérience et aux compétences existantes et en définissant des solutions innovantes spécifiques au Sud pour les problèmes et enjeux recensés.

Le BIE estime qu'il importe que le cadre du dialogue politique soit souple, afin que le dialogue reste axé sur les besoins et qu'il reste un aspect des travaux de l'Institut où le BIE pourrait contribuer à mener le débat.

Le dialogue politique est donc un aspect transversal des activités du BIE. Il se retrouve dans et à travers un grand nombre des programmes du BIE, comme moyen essentiel de renforcer les partenariats et de renforcer le réseautage et la collaboration au niveau mondial :

- ✓ Le Diplôme en conception et développement du curriculum du BIE, vu sa vraie nature, est une importante plate-forme pour la mise en place et la poursuite du dialogue politique.
- ✓ Les services d'appui fournis par le BIE aux États membres en matière de curricula, à la fois les services à long terme et les services adaptés, comprennent généralement des conseils politiques spécifiques aux États membres et la production et le partage d'études approfondies basées sur l'expérience acquise dans ces pays. Les conseils politiques de cette nature ont récemment fortement influencé, par exemple, l'élaboration d'une politique nationale d'éducation inclusive en Colombie.
- ✓ La Communauté de pratique (COP) du BIE en matière de développement curriculaire constitue une plate-forme de dialogue politique, en facilitant le partage des visions, des approches, des expériences et de l'information en matière d'innovation et de changement curriculaires.
- ✓ Les Services de centre documentaire de référence et d'information du BIE comprennent la diffusion des conclusions de recherche pertinentes afin d'étayer une politique et une pratique novatrices et efficaces en matière de curricula.
- ✓ D'autres services à l'appui du dialogue politique comprennent le site Internet du BIE, qui offre un accès convivial à un large éventail de ressources et d'informations, et sert de moyen essentiel de partage et de diffusion du savoir, appuyé par les Services de documentation et d'alerte du BIE.
- ✓ Le BIE offre aussi, pour appuyer le dialogue politique, un ensemble très apprécié de ressources qui comprend la *Collection internationale de matériaux liés aux curriculum*, qui permet un accès en ligne aux curricula et aux cadres curriculaires du monde entier ; des bases de données comme les *Données mondiales de l'éducation* et les *Dossiers par pays*, avec un accent marqué sur les questions curriculaires ; la *Bibliothèque numérique de rapports nationaux 1932-2008* ; et le *Glossaire de terminologie curriculaire*, outil de référence qui peut aider à stimuler la réflexion chez ceux qui participent aux initiatives de développement curriculaire.
- ✓ Le BIE sert de courtier du savoir à l'appui du dialogue politique, travaillant en partenariat avec des chercheurs universitaires et d'autres réseaux de recherche pour rendre accessibles aux meneurs de l'innovation et du développement curriculaires dans le monde les dernières conclusions de recherches, bonnes pratiques, politiques proposées et tendances dans ce domaine. À ces fins, le BIE produit, entre autres publications dans le

domaine : des dossiers politiques qui comprennent, par exemple des notes sur la révision des cadres de politique curriculaire, sur la qualité des curricula et de l'apprentissage, sur les curricula pour l'inclusion et sur la validation des curricula ; la revue *Perspectives* ; la série des *Études sur les curricula et l'éducation comparative* ; la série des '*Pratiques éducatives*', en collaboration avec l'Académie internationale de l'éducation ; et les *Documents de travail du BIE sur le curriculum*.

- ✓ Le BIE a eu récemment la possibilité de renforcer son aptitude à organiser des débats, lorsqu'il a accueilli une réunion de 3 jours de quelque 20 experts en curricula du monde entier (septembre 2013). L'objet principal de la réunion était d'aider le BIE à déterminer les questions curriculaires, difficultés et tendances contemporaines clés dans le monde entier.
- ✓ Des cadres du BIE ont également fait avancer le dialogue politique par leur participation à des conférences internationales dans le domaine, comme le Congrès triennal du Conseil mondial des associations d'éducation comparée (CMAEC ; la Directrice du BIE est un membre coopté du Comité exécutif) ; la conférence biennale sur le développement de l'éducation internationale du Forum britannique pour l'éducation internationale et la formation (UKFIET) (actuellement co-organisée par l'un des spécialistes principaux du Programme du BIE), et la conférence annuelle de la Société d'éducation comparée et internationale (CIES). La participation à ces conférences permet aux professionnels du BIE à la fois de contribuer au dialogue politique dans ces instances et d'acquérir de nouvelles connaissances auprès de la communauté des chercheurs pour contribuer davantage au dialogue au sein de la communauté politique.

Conformément à la Stratégie Centre d'excellence, et en particulier la recommandation visant à "élaborer une méthodologie pour évaluer systématiquement et régulièrement les tendances des besoins et priorités aux niveaux national, régional et international", des conférences internationales et régionales sur l'éducation devraient constituer un volet important des travaux du BIE dans le cadre du dialogue politique. Une conférence internationale de l'éducation devrait faire partie d'une série de réunions de haut niveau au niveau régional et national, dont chacune serait axée sur l'identification et l'étude des tendances, priorités et besoins plus spécifiques à une région.

Le contexte politique actuel et les questions clés qui y sont associées

Il est probable que les objectifs liés à l'éducation dans l'agenda de développement de l'après-2015 incluent un engagement envers une éducation de qualité pour tous. Le BIE se féliciterait d'un tel engagement dans les objectifs de développement de l'après-2015, car l'Institut estime que 1) la qualité de l'éducation devrait s'entendre en termes de qualité de l'apprentissage par les étudiants, qui dépend dans une grande mesure de la qualité de

l'enseignement ; et 2) qu'un bon enseignement et un bon apprentissage sont à leur tour grandement renforcés par la qualité, la pertinence et l'efficacité du curriculum. Les questions clés au début de la période de développement de l'éducation de l'après-2015 seront ainsi liées à l'élaboration et à la mise en place de curricula qui sous-tendent un enseignement et un apprentissage de qualité ainsi qu'à ce qui renforce le plus efficacement les résultats de l'apprentissage. Ces questions devraient en conséquence être au cœur des thèmes principaux à aborder lors des prochaines conférences internationales et régionales de l'éducation.

Étant donné la position du Conseil du BIE, à savoir que la périodicité de la CIE devrait être de cinq à huit ans, et que la tenue de la CIE devrait dépendre de la nécessité et de l'utilité de la conférence, compte tenu des priorités programmatiques du BIE et du contexte du dialogue politique et de l'agenda international dans le domaine de l'éducation, il semble que cette conférence pourrait être prévue pour 2016 — huit ans après la 48^e session de la CIE, et première année de la période de développement de l'après-2015.

Une conférence internationale de l'éducation en 2016

Le BIE estime qu'une CIE, provisoirement prévue pour 2016 et consacrée à ces questions inspirerait en fait ses propres travaux d'appui aux États membres dans l'élaboration et la mise à disposition de curricula qui aideraient les enseignants à améliorer les résultats de l'apprentissage.

Le Conseil du BIE souligne le mandat susmentionné de la Conférence générale, établi dans la Résolution 36 C/18, ainsi que l'avis exprimé lors des débats du Groupe de travail, à savoir que la préparation d'une session de la CIE ne devrait pas nuire aux activités, fonctions et travaux programmatiques essentiels de l'Institut. Le Conseil serait ainsi disposé à appuyer la préparation par le Secrétariat du BIE d'une conférence internationale en 2016, à condition que soient d'abord résolues les questions concernant les ressources de la conférence (en termes de financement et des ressources humaines nécessaires à son organisation). S'il était décidé d'organiser une session de la CIE en 2016, le Conseil du BIE demanderait aux États membres, bailleurs de fonds et autres partenaires d'apporter ensemble, si possible, d'ici le milieu de 2014 et au plus tard avant la fin de 2014, une somme de 3,5 millions de dollars US pour couvrir le coût de l'organisation à la fois de la 49^e session de la CIE en 2016 et d'une série de réunions de haut niveau à l'échelle régionale/sous-régionale au cours des années précédant et suivant la Conférence. Le Conseil du BIE demanderait aux États membres, bailleurs de fonds et autres partenaires d'apporter suffisamment de ressources financières dès réception d'un dossier de proposition de financement rédigé par le Secrétariat du BIE. Le Conseil du BIE demanderait également à la Directrice et aux professionnels du BIE de ne consacrer aucun temps à la mobilisation de ressources pour l'organisation de la CIE au-delà de ce qui est nécessaire pour la préparation de la proposition de financement. Le Conseil du BIE demanderait en outre que les États membres, bailleurs de fonds et autres partenaires contribuent au coût de l'organisation de la CIE et des réunions régionales/sous-régionales

associées, en plus et non au détriment du financement qu'ils fourniraient autrement pour les activités essentielles et travaux programmatiques du BIE.

Lieu des futures conférences internationales et régionales de l'éducation

Le Conseil du BIE propose que la session de 2016 de la CIE se tienne à Genève. Comme il a été mentionné, la Conférence serait précédée et suivie d'une série de réunions de haut niveau, dont chacune serait axée sur les tendances, priorités et besoins régionaux/sous-régionaux. Le Conseil du BIE reconnaît que si le financement requis n'est pas accordé au BIE pour organiser la CIE à Genève, il resterait possible de solliciter des propositions des États membres d'accueillir la Conférence dans leur pays.

La nature des futures conférences internationales et régionales de l'éducation

Le Conseil du BIE propose, en conclusion, que les futures conférences internationales de l'éducation soient structurées et orientées de façon à maximiser les possibilités d'un examen approfondi des questions, difficultés et débats essentiels. Il faudrait pour cela une structure moins formelle et moins lourde bureaucratiquement que ce n'a été le cas lors des conférences passées, afin de créer un espace plus ouvert pour un dialogue authentique et spontané entre les ministres de l'éducation et les autres meneurs du développement curriculaire, pour permettre de s'attaquer sérieusement aux questions difficiles auxquelles nous sommes confrontés dans le domaine. L'objectif serait d'encourager des discussions de haut niveau axées sur des options politiques fondées sur des recherches ainsi que d'autres contributions à l'élaboration des politiques, qui tiennent compte d'idées novatrices, créatives et stimulantes.

Le Conseil du BIE aimerait également un recours nettement accru aux nouvelles technologies pour la Conférence, de façon à permettre, par exemple, aux parties prenantes qui ne sont pas physiquement présentes sur le lieu de la Conférence de participer aux débats.

Prises ensemble, ces conclusions entendent concevoir une série de conférences qui appuierait véritablement les activités, fonctions et travaux programmatiques essentiels du BIE et répondraient de manière plus appropriée au contexte du dialogue politique et à l'agenda international dans le domaine de l'éducation et des curricula. Ces conclusions constituent les priorités du Conseil du BIE pour planifier une CIE qui soit conforme à la stratégie du BIE visant à faire de celui-ci un centre d'excellence en matière de curricula.